CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
20-10-1987
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

VD.

L. 18.296/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 9 octobre 1987, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "sur le transfèrement inter-étatique des personnes condamnées", a donné le 14 octobre 1987 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 9 oktober 1987 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "inzake de overbrenging tussen Staten van de gevonniste personen", heeft op 14 oktober 1987 het volgend advies gegeven :

Vu le bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat doit se borner aux observations suivantes.

EXAMEN DU TEXTE.

Dispositif.

Il est proposé de remplacer l'intitulé du chapitre 1er, qui précède l'article 1er du projet, par l'intitulé suivant :

"Chapitre 1er.- Des conditions de transfèrement".

+

Article 1er.

Cet article ne prévoit que deux conditions minimales en vue du transfèrement et ne reprend pas toutes les conditions qui sont prévues à l'article 3 de la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées, faite à Strasbourg le 21 mars 1983.

Il appartiendra au législateur d'apprécier si toutes ou certaines des conditions prévues par la Convention ne doivent pas être mentionnées dans l'article 1er du projet.

Il y aura lieu également de tenir compte éventuellement de ces conditions lors de la conclusion d'autres Accords ou Conventions.

+

.../...

L'alinéa 2 de l'article 1er ne concerne qu'une des deux hypothèses prévues par cet article. Il y a lieu, dès lors, d'en faire un article distinct, indiquant de manière plus précise que la disposition est applicable au transfèrement vers la Belgique

En outre, la rédaction qui est proposée pour cet article suit de plus près l'article 2 de l'Accord relatif à l'application entre les Etats membres des Communautés européennes de la Convention du Conseil de l'Europe. Dans l'article 1er, alinéa 1er, du projet, le transfèrement vers l'étranger et le transfèrement vers la Belgique sont mentionnés dans cet ordre. Le contenu des chapitres 2 et 3 du projet obéit au même ordre.

Il semble dès lors plus adéquat d'intervertir les dispositions contenues dans l'article 1er, alinéa 2, et celles de l'article 2 du projet.

Le texte suivant est proposé pour ces dispositions :

"Article 2.-

Le transfèrement vers un Etat étranger ne peut être accordé ... (la suite comme à l'article 2 du projet).

Article 3.-

Le Gouvernement peut, en vue d'un transfèrement vers la Belgique, considérer comme ressortissant belge toute personne dont le transfèrement semble approprié et conforme à son intérêt, compt tenu de sa résidence habituelle et régulière en Belgique".

.../...

Article 3 (devenant l'article 4).

Cet article prévoit la condition essentielle à respecter lors d'un transfèrement d'une personne condamnée de la Belgique vers un Etat étranger. Il faut en effet, suivant les termes de l'alinéa 1er de cet article, que la personne condamnée ait donné un consentement "en parfaite connaissance des conséquences qui en découlent".

Pour que la personne condamnée puisse donner un consentement parfaitement éclairé, il faut que, conformément d'ailleurs à la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées, elle reçoive des informations sur le contenu de cette Convention. D'autre part, elle doit savoir que si elle a commis d'autres faits punissables dans le pays d'exécution de la peine, elle pourra, aussitôt transférée dans ce pays, être poursuivie du chef de ces autres infractions. D'après le rapport explicatif de la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées, "l'absence d'une règle de spécialité devrait être incluse dans l'information sur la teneur de la Convention qui est à donner aux condamnés selon l'article 4.1" (observation sur l'article 7, § 40).

Pour ces raisons, il est souhaitable que ce soit le procureur du Roi, à l'exclusion d'un officier de police judiciaire, qui soit chargé de recueillir le consentement de la personne condamnée.

Dans le but d'assurer une complète information de la personne condamnée, il serait nécessaire qu'elle puisse être assistée d'un conseil qui l'éclaire sur les conséquences de la situation juridique qui résultera du transfèrement envisagé et, le cas échéant, un délai de réflexion devrait lui être aménagé.

.../...

On pourrait imaginer que la personne condamnée subordonne son consentement à diverses conditions. Dans ce cas, il n'y aurait pas de consentement. Dès lors, il faut que le consentement soit pur et simple.

Dans la seconde phrase de l'article 3, alinéa 1er, le mot "affirmative" entre le mot "réponse" et les mots "à la question" est à supprimer : il est évident que si le condamné ne consent pas au transfèrement, ce refus doit être acté.

L'alinéa 1er de l'article 3 du projet devrait donc être revu pour tenir compte de ces observations.

Le texte suivant est proposé pour l'article 3, alinéa 2, du projet, devenant l'alinéa 2 de l'article 4:

"Le consentement est donné dans les quinze jours qui précèdent la date fixée pour le transfèrement ou confirmé dans le même délai, s'il a été donné antérieurement".

Article 5 (devenant l'article 6).

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 1er :

"Dès son arrivée en Belgique, la personne transférée est conduite vers l'établissement pénitentiaire qui lui a été assigné. Dans les vingt-quatre heures qui suivent son arrivée dans l'établissement pénitentiaire,elle comparaît devant le procureur du Roi près le tribunal de première instance du lieu".

.../...

Article 6 (devenant l'article 7).

Cet article serait mieux libellé comme suit :

"Article 7.-

Toutefois, dans l'hypothèse où la peine prononcée à l'étranger ne correspond pas, par sa nature ou sa durée, à celle prévue par la loi belge pour les mêmes faits, le procureur du Roi saisit le tribunal correctionnel et requiert l'adaptation de la peine à celle qui est prévue par la loi belge pour une infraction de même nature. En aucun cas la peine prononcée à l'étranger ne peut être aggravée.

Le tribunal statue dans le mois en respectant la procédure suivie en matière répressive. Sa décision est susceptible de recours. Toutefois, le jugement est immédiatement exécutoire".

Article 8 (devenant l'article 9).

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 9.-

L'application et l'exécution de la peine sont régies par le droit belge".

.../...

Article 9 (devenant l'article 10).

Le texte suivant est proposé :

"Article 10.-

La personne qui a été condamnée à l'étranger à une peine privative de liberté exécutée en Belgique à la suite de son transfèrement, ne peut être ni poursuivie ni condamnée pour les mêmes faits".

Wegens de korte termijn die hem is toegemeten, moet de Raad van State zich bepalen tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Bepalend gedeelte.

Voorgesteld wordt het opschrift van hoofdstuk 1, boven artikel 1 van het ontwerp, te vervangen door het volgende opschrift :

"Hoofdstuk I - Voorwaarden voor overbrenging".

Artikel 1.

Dit artikel stelt slechts twee minimumvoorwaarden voor de overbrenging en neemt niet alle voorwaarden over die gesteld worden in artikel 3 van het Verdrag inzake de overbrenging van gevonniste personen, opgemaakt te Straatsburg op 21 maart 1983.

Het is zaak van de wetgever te oordelen of niet alle, dan wel alleen sommige door het Verdrag gestelde voorwaarden in artikel 1 van het ontwerp dienen te worden vermeld.

Met die voorwaarden zal eventueel ook rekening moeten worden gehouden bij het sluiten van andere Overeenkomsten of Verdragen.

Het tweede lid van artikel 1 heeft slechts betrekking op één van de twee gevallen waarin dat artikel voorziet. Het is derhalve noodzakelijk er een afzonderlijk artikel van te maken, waarin nauwkeuriger aangegeven wordt dat de bepaling toepasselik is op overbrenging naar België.

Daarenboven sluit de redactie die voor dat artikel wordt voorgesteld, nauwer aan bij artikel 2 van de Overeenkomst betreffende de toepassing tussen de Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen van het Verdrag van de Raad van Europa. In artikel 1, eerste lid, van het ontwerp worden de overbrenging naar het buitenland en de overbrenging naar België in die volgorde vermeld. Ook voor de inhoud van de hoofstukken 2 en 3 van het ontwerp is dezelfde orde gevolgd.

Het lijkt dan ook meer aangewezen de bepalingen vervat in artikel 1, tweede lid, en die van artikel 2 van het ontwerp in omgekeerde volgorde op te nemen.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor die bepalingen :

"Artikel 2.-

Overbrenging naar een vreemde Staat kan niet worden toegestaan indien er ernstige redenen zijn om aan te nemen dat ingeval dat de straf in de vreemde Staat ten uitvoer wordt gelegd, de toestand van de gevonniste persoon slechter zou kunnen worden op grond van overwegingen die verband houden met zijn ras, zijn godsdienst of zijn politieke overtuiging.

.../...

Artikel 3.-

De Regering kan met het oog op een overbrenging naar België, iedere persoon wiens overbrenging gepast en in overeenstemming met zijn belangen lijkt te zijn, mede gelet op het feit dat hij gewoonlijk en regelmatig in België verblijft, als een Belgisch onderdaan beschouwen".

Artikel 3 (dat artikel 4 wordt).

Dit artikel bepaalt de essentiële voorwaarde die moet worden nageleefd wanneer een gevonniste persoon van België naar een vreemde Staat wordt overgebracht. Volgens de bewoordingen van het eerste lid van dat artikel is het namelijk nodig dat de gevonniste persoon zijn instemming heeft betuigd en "daarbij volledig op de hoogte is van alle gevolgen die eruit voortvloeien".

Opdat de gevonniste persoon zijn instemming goed voorgelicht kan betuigen, behoort hij, trouwens ingevolge het Verdrag inzake de overbrenging van gevonniste personen, informatie te ontvangen over de inhoud van dat Verdrag. Bovendien behoort hij te weten dat hij, als hij andere strafbare feiten heeft gepleegd in het land waar de straf ten uitvoer wordt gelegd, wegens die andere misdrijven zal kunnen worden vervolgd zodra hij naar dat land zal zijn overgebracht. Volgens het toelichtend verslag bij de Overeenkomst inzake de overbrenging van gevonniste personen "(zou) de afwezigheid van een speciale regel vervat (moeten) zijn in de inlichtingen over de inhoud van de Overeenkomst die volgens artikel 4.1 aan de gevonnisten moeten gegeven worden" (opmerking over artikel 7, § 40).

.../...

Om die redenen is het wenselijk dat de procureur des Konings, en niet de officier van gerechtelijke politie, wordt opgedragen de gevonniste persoon om diens instemming te vragen.

Om een volledige voorlichting van de gevonniste persoon te verzekeren, zou het nodig zijn hem te laten bijstaan door een raadsman die hem zou inlichten over de gevolgen van de rechtstoestand die uit de overwogen overbrenging zal ontstaan en zou hij, in voorkomend geval, enige bedenktijd moeten krijgen.

Het is niet ondenkbaar dat de gevonniste persoon aan zijn instemming een aantal voorwaarden verbindt. In dat geval zou er geen instemming zijn. Daarom is het nodig dat de instemming onvoorwaardelijk is.

In de tweede volzin van artikel 3, eerste lid, dient het woord "bevestigend" vóór de woorden "antwoord op de vraag" te vervallen : het ligt voor de hand dat, indien de veroordeelde niet instemt met de overbrenging, die weigering in het proces-verbaal moet worden aangetekend.

Het eerste lid van artikel 3 van het ontwerp zou dus moeten worden herzien opdat met die opmerkingen rekening wordt gehouden.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor artikel 3, tweede lid, van het ontwerp, dat het tweede lid van artikel 4 wordt :

.../...

"De instemming wordt gegeven binnen de termijn van vijftien dagen die aan de voor de overbrenging vastgestelde datum voorafgaat, of wordt binnen dezelfde termijn bevestigd indien zij tevoren gegeven was".

Artikel 5 (dat artikel 6 wordt).

Voor het eerste lid wordt de volgende redactie voorgesteld :

"Zodra de overgebrachte persoon in België aankomt, wordt hij naar de voor hem aangewezen strafinrichting overgebracht. Hij moet binnen vierentwintig uur na zijn aankomst in de strafinrichting verschijnen voor de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg van de plaats".

Artikel 6 (dat artikel 7 wordt).

Het zou beter zijn dat artikel als volgt te stellen :

"Artikel 7.-

Indien de in het buitenland uitgesproken straf naar aard en duur niet overeenstemt met de straf die voor dezelfde feiten in de Belgische wet is bepaald, brengt de procureur des Konings de zaak voor de correctionele rechtbank en vordert hij dat de straf wordt aangepast aan die waarmee de Belgische wet een soortgelijk misdrijf strafbaar stelt. In geen geval mag de in het buitenland uitgesproken straf worden verzwaard.

.../...

De rechtbank doet binnen een maand uitspraak met inachtneming van de rechtspleging in strafzaken. Tegen haar beslissing kan beroep worden ingesteld. Het vonnis is evenwel onmiddellijk uitvoerbaar".

Artikel 8 (dat artikel 9 wordt).

Het artikel zou beter als volgt worden gerediGeerd :

"Artikel 9.-

Voor de toepassing en de tenuitvoerlegging van de straf geldt het Belgisch recht".

Artikel 9 (dat artikel 10 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 10.-

De persoon die in het buitenland is veroordeeld tot een vrijheidsstraf die, ten gevolge van zijn overbrenging, in België ten uitvoer wordt gelegd, kan niet vervolgd of veroordeeld worden wegens dezelfde feiten".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

R. ANDERSEN,
J.-Cl. GEUS, conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. RIGAUX,
F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.